

RCA : mise au point de la CEEAC avant le Forum de Brazzaville

par RFI - Publié le 15-07-2014 Modifié le 15-07-2014 à 13:49



Vue aérienne de Bangui, RCA. Getty Images/ Michael Fay

Le Forum de Brazzaville devrait se tenir le 21 juillet prochain pour évoquer la crise en RCA. La semaine dernière, dans une déclaration commune, une grande partie des partis politiques et toutes les confessions religieuses avaient qualifié cette réunion d'inopportune. Ils se disaient même résolus à « *ne plus se soumettre aux humiliations, aux décisions prises de l'extérieur* ». La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), qui est désignée comme rapporteur de la médiation internationale, a tenu à faire une mise au point.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) insiste sur son rôle d'accompagnement du processus déjà engagé par les autorités centrafricaines de transition et tient à justifier le lieu choisi pour cette réunion : Brazzaville. Car comme l'explique, Ahmad Allam-Mi, le secrétaire général de la CEEAC, Bangui ne réunit pas les conditions sécuritaires nécessaires : « *Bangui, il est vrai, est très calme, mais certains leaders ne viendraient pas à Bangui. La sécurité n'est pas totale, même les conditions de travail ne sont pas encore réunies. C'est la raison pour laquelle on a pensé que, peut-être, il serait mieux que les leaders se retrouvent à Brazzaville. Il n'y a pas d'autres raisons que celle-ci.* »

Les responsables poursuivis non conviés

Se pose encore la question de la représentativité de certains mouvements. En effet, quand il évoque des « *leaders* », Ahmad Allam-Mi ne désigne pas Michel Djotodia, Noureddine Adam ou encore François Bozizé, par exemple.

L'ancien président de la transition, Michel Djotodia, est sous sanctions des Etats-Unis, son numéro deux à la tête de la Seleka, Noureddine Adam, est lui poursuivi par l'ONU, de même d'ailleurs que l'ex-chef d'Etat François Bozizé. Et ces personnalités contestées ne sont pas conviées à Brazzaville : « *Sont invitées à Brazzaville en principe leurs familles politiques, mais pas eux-mêmes en tant que personne dans la mesure où ils sont poursuivis par la communauté internationale. Mais je crois que leurs voix quand même comptent. Ils sont derrière ce qui se passe aujourd'hui en Centrafrique. Il faut que ces délégations-là soient écoutées par toutes les parties prenantes au conflit centrafricain et qu'ensemble, elles puissent trouver les voies et moyens d'une cessation des hostilités, et le moyen d'ouvrir la voie à un dialogue politique.* »